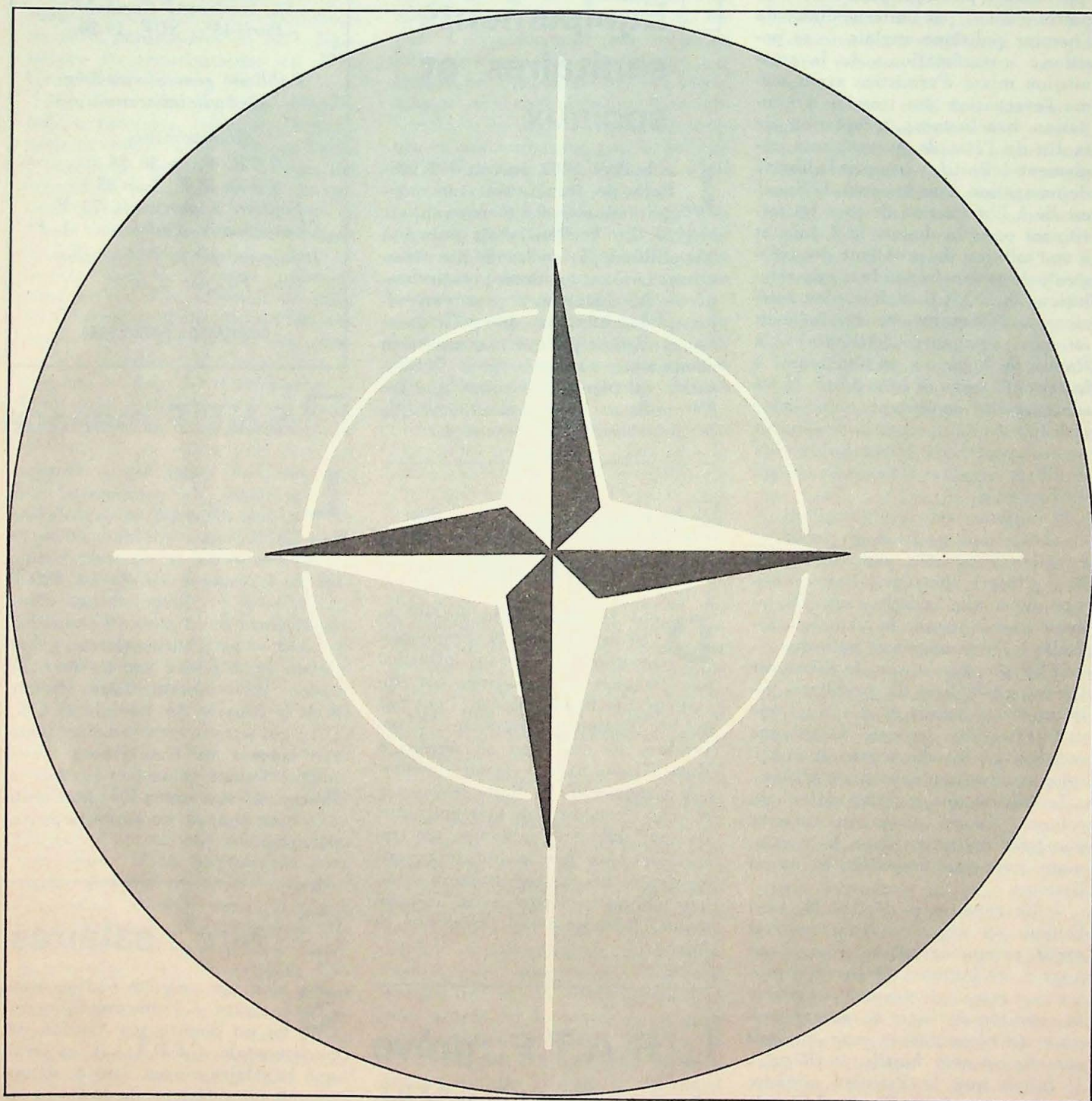


Tribune socialiste

N° 347 / 9 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Le problème de la succession

Michel Rocard

La chute de Sallal

Jean-Pierre Antebi

Résolutions du C.P.N.

Le conflit de St-Etienne

Marcel Pierre

Incertitudes de la "Convention"

Lucien Saintonge

**Contre le pacte atlantique
Pour une Europe socialiste**

□ Les poings sur les i Tout finit par des images

Un proverbe français dit que dans notre pays tout finit par des chansons: la prise de la Bastille, la guerre, les premières communions et les repas de noces. Tout finit aussi en chansons. Aujourd'hui comme hier. Parfois, les chansons sont bonnes, jaillies d'un cœur sincère, d'une âme ardente: Potemkine, Federico Garcia Lorca, Théodorakis; souvent, elles sont navrantes de banalité. Celles-ci s'attaquent à tout: Mao, la révolution culturelle, la révolte de la jeunesse. Sous l'effet de paroles écrites par des auteurs plus soucieux de gonfler leur compte à la SACEM que de servir une forme d'expression qui a conquis depuis des siècles ses lettres de noblesse, les faits, les hommes sont dévalués, arrachés à leur sens initial, littéralement déformés. Elles participent à l'entreprise sournoise qui consiste à amener le citoyen à la croyance que rien ne vaut la peine d'être pris au sérieux, hormis le tiercé, la fiche de paye, la feuille d'impôts et les feuillets de l'O.R.T.F.

Mais on n'arrête pas le progrès. Or le progrès, aujourd'hui, pour beaucoup, s'incarne dans les Etats-Unis. Nous vivons le temps du défi américain. La dernière manifestation de ce défi vient d'atteindre la France: les affiches géantes vendues dans les drugstores, portraits de femmes et d'hommes célèbres.

En soi, il n'y a rien à redire. L'art de l'affiche ne me laisse pas indifférent. Les recherches graphiques modernes ont fait lever dans ce domaine un vent de nouveauté salubre. Mais là où le bât blesse, c'est de voir, entre les portraits de Johnny Halliday et Mireille Mathieu, celui de « Che » Guevara. Cet amalgame a quelque chose de répugnant.

Mais aujourd'hui, dans cet univers en proie au « mythe de la modernité » si bien dénoncé par Harold Rosenberg, il ne faut s'étonner de rien.

A quand la vie de Régis Debray en bande dessinée ?...

André LAUDE.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

□ Moyen-Orient : du sur place

Est-ce l'impasse politique au Moyen-Orient ?

« Il existe une chance ténue de voir aboutir une solution, avait dit l'ancien ministre britannique Dingle Foot après avoir rencontré le colonel Nasser. Si l'occasion n'est pas saisie, peut-être ne se présentera-t-elle plus. »

« S'il n'y a pas de solution pacifique, il reste la résistance et, si nécessaire, aussi la riposte », note comme en écho, un porte-parole du gouvernement égyptien.

Il fallait au colonel Nasser quelque courage politique pour faire connaître ainsi — par l'intermédiaire de l'homme politique anglais — sa position: « réanimation » de la commission mixte d'armistice avant même l'évacuation des troupes d'occupation israéliennes; acceptation de la fin de l'état de guerre; tout règlement définitif (y compris la liberté de navigation dans le canal de Suez) est lié à l'évacuation de tous les territoires occupés depuis le 5 juin et à une solution du problème des réfugiés palestiniens répondant aux résolutions de l'O.N.U. Sur le plan intérieur, la démagogie eût certainement été plus « payante ». Ailleurs — à Damas, à Alger — on s'en tenait à la fermeté sinon à la rigidité. Il est remarquable cependant qu'on n'ait rien fait, rien dit, ici et là, qui aurait pu contrecarrer la démarche du chef de l'Etat égyptien, voire celle du roi de Jordanie (1).

Il importe peu — aujourd'hui — de savoir si la position du président égyptien rapportée par M. Dingle Foot s'inscrit dans une ligne continue ou si elle constitue un revirement provoqué par la situation actuelle — économique et politique — de l'Egypte. Après tout, le débat sur les responsabilités du problème palestinien est ouvert depuis vingt ans et même plus puisque le racisme anti-juif « à la nazie » existait en Europe avant que n'apparaisse Hitler...

Le fait est que les propositions du colonel Nasser pouvaient amener une paix définitive dans la région, « une paix sans annexions ni humiliation ».

« Ma réponse, a déclaré M. Lévi Eshkol, est négative. Nous sommes sortis vainqueurs d'une guerre qui nous a été imposée. Quiconque propose un retrait de nos troupes contre la cessation de l'état de guerre propose de récompenser ceux qui ont commis un acte hostile et illégal. » Il fallait que le Premier ministre israélien soit sûr de l'invincibilité de ses troupes d'occupation!

Depuis, le ton des dirigeants d'Israël — dont la position reste intransigeante — a quelque peu baissé. Les Egyptiens — avec l'attaque de l'Eilat — avaient montré qu'ils pouvaient parfois être vainqueurs. Même le bouillant général Dayan a paru aux journalistes quelque peu « modéré ».

Les Etats-Unis ont décidé de reprendre leurs livraisons d'armes aux pays arabes dits « modérés ».

Le feu pourrait reprendre bientôt non seulement au Moyen-Orient mais aussi aux confins algéro-marocains...

Il apparaît maintenant que le combat est moins celui qui oppose les Arabes et les Israéliens que celui de l'impérialisme (qui n'est malheureusement pas seulement un mot) contre les régimes qui lui échappent plus ou moins. □

(1) Seul M. Ahmed Choukeiri fait collection de déclarations fracassantes. Mais il paraît beaucoup plus à l'aise devant un micro que parmi les réfugiés ou les combattants palestiniens.

□ Équipements sanitaires et sociaux

Le budget 1968 prévoit 772 millions de francs, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 1967. Le V^e Plan avait estimé à 800 millions par an les crédits nécessaires. Le plan est donc presque respecté, M. Jeanneney peut s'en réjouir, discrètement de préférence. Car il n'ignore pas que la commission compétente consultée pour l'élaboration du plan avait estimé que ces 800 millions ne représentaient que le cinquième des besoins réels. □

□ Jeanneney et Rhodiaceta

Dans le conflit Rhodiaceta de l'hiver dernier, M. Jeanneney avait usé de toute son influence pour trouver une solution. Les travailleurs de Rhodiaceta ne l'ont pas oublié. Dimanche prochain 12 novembre, ils comptent se rendre à Rioz (Haute-Saône) pour « remercier » monsieur le Maire-Jeanneney et le gouvernement de leur politique. Ils sont tellement satisfaits, ces travailleurs: on leur réduit le travail de quatre heures par semaine et on leur annonce quatre cents licenciements. Bon week-end, monsieur le Ministre! □

□ R.A.T.P.: grève

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la R.A.T.P. ont décidé d'une grève pour les 14 et 15 novembre. Objectif: forcer la direction et le gouvernement à prendre en considération les revendications sur les conditions de travail. Pour l'instant, les autres syndicats n'ont pas décidé de leur participation, mais les Parisiens peuvent se préparer à faire de la marche à pied. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

□ S.N.C.F.: menace

La C.G.T. essaie depuis quelques semaines de promouvoir une action d'envergure dans le secteur public, mais elle doit affronter les réticences des autres organisations syndicales, notamment de la C.F.D.T. A la S.N.C.F., la possibilité d'une grève entre le 13 et le 19 novembre ne soulève pas l'enthousiasme, même si l'on est d'accord sur les revendications qu'il faudrait faire aboutir. Mais le congrès des cheminots C.F.D.T., qui se tient cette semaine, pourrait amener un changement d'attitude. D'autant qu'un peu partout en France, les cheminots font leur unité à la base pour de nombreuses grèves partielles. □

□ Loire : salaires

Selon une enquête réalisée dans la Loire et l'interprétation qui en est donnée par l'union départementale C.F.D.T., il apparaît que le salaire moyen dans le département est inférieur de 16 % au salaire moyen national pour l'année 1965. Le retard était de 14 % en 1963. On pourrait croire que rien ne va plus pour l'économie du département; pourtant, entre 1961 et 1965, les revenus de la propriété de l'entreprise ont progressé de 29 %. Et il paraît que le département de la Loire possède un grand homme politique, un certain M. Pinay. □


Editorial

Le problème de la succession

Michel Rocard

L'activité politique connaît actuellement en France un bouillonnement particulièrement intense. Et cependant, si l'on néglige les élections sénatoriales de 1968 parce qu'elles n'intéresseront que quelques dizaines de milliers d'électeurs et ne pourront apporter de changement important à la situation, les prochaines consultations sont cantonales en 1970, municipales en 1971, législatives et présidentielles en 1972. C'est bien loin.

Manifestations, journées d'études, assises, meetings, colloques, conventions et congrès n'en sont pas moins à l'ordre du jour de la plupart des formations politiques depuis la rentrée. Qu'est-ce à dire ? Aux yeux de divers commentateurs, ce spectacle tend à maintenir l'opinion dans un certain état de tension politique pour le cas d'un accident de santé du Général ou d'une dissolution soudaine. Pour d'autres, tout cela montre que l'action politique se situe de nouveau « dans les états-majors ». Pour nous, membres du Parti Socialiste Unifié, ces deux analyses de la situation et des intentions des responsables politiques ne sont pas exactes.

Il est sans objet de préparer dès maintenant la succession du gaullisme par une offensive de propagande auprès de l'opinion : on vote toujours en fonction d'une situation momentanée, par réaction devant les sollicitations de l'instant. Les sondages d'opinion sont fort intéressants certes, mais ils ont le temps de changer complètement de sens d'ici les prochaines élections.

Le problème de la succession ne consiste pas davantage à obtenir l'accord du plus grand nombre possible de formations et à négocier l'indifférence d'un certain nombre d'autres autour d'un programme assez vague pour permettre l'opération. L'agitation actuelle ne correspond pas seulement à une surenchère entre formations politiques pour redistribuer quelque peu les systèmes d'alliances. Les centristes tant chéris font l'objet de sollicitations aussi attentives que bilatérales, mais même s'ils succombent aux séductions de l'opposition, on aurait bien tort d'imaginer que c'est pour s'associer durablement à une politique active de transformation sociale.

Le problème de la succession se pose à nos yeux en termes bien différents : il s'agit de construire un courant capable de la prendre.

Cette phrase, banale en apparence, emporte des conséquences qui vont fort loin. Courant d'abord et non

parti unique : des formations différentes peuvent s'y rassembler si elles sont capables de passer les unes avec les autres des accords clairs.

Construire le courant : cela signifie qu'il ne suffit pas de rassembler. La gauche française est surtout faible de l'impuissance de ses structures. Le remodelage des formations existantes peut être un résultat. Au départ il n'y changerait rien car on ne développe pas une organisation politique, on n'intensifie pas son recrutement sans annoncer une ligne politique. C'est autour d'objectifs précis, et pas seulement par la volonté de se regrouper, que l'on peut bâtir une force capable de grandir.

Un courant capable de prendre le pouvoir, précisément, c'est un courant qui s'impose à l'opinion par sa cohésion comme par le caractère convaincant de ses propositions.

En d'autres termes la gauche a un besoin vital de recruter pour gagner, et elle ne peut recruter que si l'on sait clairement ce qu'elle entend faire.

C'est ici que l'on retrouve les problèmes de programme. Alors que le pacte atlantique est renouvelable en 1969, que la guerre du Vietnam s'intensifie et fait courir à la planète des risques croissants, que la diplomatie américaine pratique de plus en plus nettement une politique de répression contre toute velléité démocratique en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient, on ne peut ignorer le problème de l'Alliance atlantique. Il est de nature à faire éclater une coalition de gauche si celle-ci n'a pas préalablement arrêté une attitude précise.

Plus difficile encore est le problème européen. Nos partenaires communistes constatent une évolution qu'ils n'approuvent pas et proposent une politique qui se borne à essayer de la freiner. Le gaullisme refuse de prendre en considération les données de l'édification européenne au point d'en bloquer l'évolution, ce qui a pour résultat de favoriser les intérêts américains plus que tous autres sur le marché européen en formation. En face de cela la F.G.D.S. subit l'influence de ces courants pour qui l'Europe est d'abord une mystique ; d'un anti-gaullisme aussi sommaire que leur foi européenne, ceux-ci demandent à la fois la construction d'une Europe réellement supranationale et l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande à cet ensemble. La contradiction paraît ne gêner personne et pourtant chacun sait bien que la Grande-Bre-

tagne refusera de la manière la plus nette toute supranationalité dans les domaines autres que l'économie. Or là encore la masse des intérêts en cause est telle qu'il faudra bien être d'accord pour gouverner, et surtout qu'on ne gouvernera qu'à condition de se donner des objectifs présentant entre eux un minimum de cohérence.

Contre le renouvellement

C'est devant cette situation que le Parti Socialiste Unifié a pensé rendre service à toute la gauche, en mettant à l'ordre du jour de son dernier Comité politique national les problèmes de politique étrangère.

En ce qui concerne le pacte atlantique, nous n'avons guère innové : notre position hostile au renouvellement du pacte est une constante du P.S.U. pratiquement depuis qu'il existe. Nous avons cependant jugé nécessaire de la réaffirmer pour plusieurs raisons. L'échéance se rapproche.

S'il est vrai qu'il faut parvenir un jour à la dissolution de tous les pactes militaires dans le monde, nous n'admettons pas que ce vieux rêve couvre une politique consistant à attendre que les autres commencent, c'est-à-dire à ne rien faire. La puissance agressive étant aujourd'hui les Etats-Unis, c'est le bloc militaire qu'ils contrôlent qu'il importe d'affaiblir afin de rendre ensuite possible la dissolution des autres pactes.

La situation mondiale est caractérisée actuellement par l'inquiétude croissante et la colère montante des peuples du tiers monde devant l'impérialisme américain. Dans le déferlement de violence auquel on assiste, les pays développés donnent l'impression de cautionner les Etats-Unis au moins par leur silence. Il faut oser dire à la gauche que sur ce point la politique du général de Gaulle apparaît comme positive : elle préserve des amitiés, une ouverture au dialogue avec les peuples du tiers monde, qui seront de plus en plus utiles à la paix. C'est un héritage que la gauche doit savoir recueillir et développer, en lui fournissant d'ailleurs les applications économiques et financières concrètes que le gaullisme ne peut lui donner. Cette future politique de la gauche appelle le rejet du pacte atlantique.

Il est clair enfin que nos partenaires européens ne sont pas prêts au même geste. Cependant tous subissent le déferlement des investissements américains, tous subissent les politiques de déflation auxquelles sont contraints les pays qui veulent préserver leurs balances de paiement en restant dans un cadre libéral sous domination américaine, tous subissent la menace de chômage que la trop forte pression des entreprises américaines fait peser chez eux. Les conditions d'une prise de conscience se réunissent petit à petit. L'important dès lors est d'empêcher nos partenaires d'en revenir à la tutelle américaine : le rôle de la France est de créer ce déséquilibre. La gauche doit pour sa part y contribuer.

Le problème européen est plus difficile, dans la mesure où sa complexité autorise les faux-semblants les plus vagues et les plus inconséquents.

L'intégration des productions est aujourd'hui une donnée encore plus irréversible que l'intensification des échanges. Le Marché commun subsistera donc. Mais, du traité qui le régit, qu'a-t-on fait ? La grande industrie, notamment américaine, en a tiré tout le suc libéral, aux dépens du plein-emploi dans l'ensemble de l'Europe. En revanche, les institutions partiellement supranationales que l'on a mises en place pour leur faire appliquer les politiques communes demeurent presque sans objet : il n'y a pas de politique commune dans tous les domaines difficiles — transports, énergie, concurrence, ententes, monnaie — où des intérêts nationaux devraient être vaincus, et le seul où une politique commune ait été définie, l'agriculture, a vu triompher les conceptions les plus ouvertement antisociales d'un capitalisme particulièrement effreiné.

Que l'on ne s'y trompe pas : on ne fera pas l'Europe contre la majorité de ses habitants. La fameuse construction européenne achoppe aujourd'hui sur ce qu'aucun gouvernement ne veut déléguer : fiscalité, conversions difficiles, politique nationale de l'énergie, droit des sociétés et surtout nationalisme monétaire. Aucune institution supranationale ne serait aujourd'hui délégataire de telles matières chez aucun des Six, aucun Parlement européen n'y contrôlerait quoi que ce soit de plus que les Parlements nationaux. Finissons-en avec les rêves trop français de faire des constitutions à tout bout de champ.

Perspectives européennes

Il n'y a de perspectives socialistes dans nos pays qu'au niveau européen. L'édification européenne est actuellement bloquée par le nationalisme des politiques économiques dans tous les domaines où le libéralisme engendre des conséquences désastreuses. C'est dans ces domaines qu'il faut définir des interventions communes. Le traité de Marché commun offre tous les moyens supranationaux nécessaires pour cela.

C'est pour cette raison, limitativement, que la Grande-Bretagne demande son adhésion ; les seuls problèmes difficiles qu'elle pose sont ceux des politiques communes. Que la gauche sache saisir cette occasion pour redéfinir correctement une politique européenne de plein-emploi et d'expansion, voilà qui assurera son unité avant même d'avoir pu devenir la politique commune de l'Europe. Dans l'état présent de l'Europe, cette politique est seule de nature à permettre un redémarrage. C'est aussi une politique capable d'être acceptée par toute la gauche.

Voilà comment le P.S.U. entend contribuer à l'unité, quels que soient les endroits et les conditions dans lesquels se discute le programme commun. □

Sur la publicité à la T.V.

Le bureau national du P.S.U. communique :

Au moment où, à l'occasion du vote du budget de l'Information, le gouvernement demande au Parlement d'accepter l'introduction de la publicité de marques sur les écrans de la Télévision, le P.S.U. tient à rappeler qu'il s'est prononcé et se prononcera toujours contre tout projet qui tendrait à soumettre des moyens de masse à l'influence des intérêts économiques d'entreprises capitalistes, quelles que soient les formes et les limites proposées.

L'introduction de la publicité, dans les conditions de notre pays et du régime politique et économique qui le caractérisent, signifierait à très court terme une nouvelle dégradation des conditions faites aujourd'hui à l'ensemble des journalistes et des créateurs qui participent à la réalisation des émissions télévisées.

Bien entendu, dans la campagne en cours, le P.S.U. ne se trompe pas sur les raisons qui motivent dans leurs protestations une certaine grande presse dont la soudaine émotion et les hommages à la liberté de l'informateur tranchent singulièrement avec toute son attitude depuis de trop longues années. La nécessaire indépendance de la presse passe aussi par l'assainissement de ses moyens de financement et le développement d'un équipement suffisant sur des bases gérées démocratiquement.

De la même manière, tout en signifiant très fermement son opposition aux projets en cours, le P.S.U. insiste sur la nécessité chaque jour croissante de développer une information économique et commerciale, indépendante des groupes de pression qui s'activent depuis des années autour des antennes de l'O.R.T.F., et qui assurent au consommateur et au citoyen un ensemble de connaissances qui lui permettent d'exercer pleinement ses droits.

Le P.S.U. souligne la nécessité de développer les initiatives qui permettent à l'O.R.T.F. de jouer son rôle de service public, dans une totale indépendance, à la fois à l'égard des pouvoirs publics et des groupes de pression. En vue d'assurer le financement des investissements et des

programmes de l'O.R.T.F., comme pour garantir la liberté et la qualité de l'information et de la création, le P.S.U. fera connaître prochainement ses propres projets. □

Haitien en danger

L'un des rares survivants de sa famille, assassinée sur ordre de Duvalier, Daniel Sansaricq, qui résidait à l'étranger, se trouve, depuis le 4 septembre, emprisonné en République Dominicaine et court le risque d'être livré à Duvalier!

Victime gratuite du tyran Duvalier, ce compatriote se trouve actuellement entre les mains du non moins cruel Balaguer. Les autorités l'accusent d'être entré illégalement en territoire dominicain, faisant jouer contre lui les lois d'immigration du pays. Au mépris des principes les plus élémentaires des droits de l'homme, elles lui ont refusé l'*habeas corpus*.

Il y a tout lieu de se demander si le gouvernement de Balaguer n'accomplira pas à nouveau, comme en février dernier, pour de nombreux exilés haïtiens, ce geste odieux.

La Fédération des étudiants haïtiens en Europe (F.E.H.E.) lance un pressant appel à l'opinion publique mondiale pour qu'elle agisse à temps.

Bombe orbitale

Au moment où l'Union soviétique s'apprêtait à célébrer le cinquantième de la révolution d'Octobre, elle a réussi une nouvelle presque « première » spatiale : l'arrimage automatique dans l'espace de deux engins inhabités.

Presque, car la technique du rendez-vous a été utilisée avec succès à six reprises par les Américains. Mais « première » quand même car, à l'inverse de ces derniers, les Russes ont expérimenté le rendez-vous entre deux satellites inhabités.

Cette réalisation prouve une fois de plus la haute tenue et l'excellent fonctionnement des appareils électroniques des « Cosmos » soviétiques. Elle montre en outre que l'U.R.S.S. possédera dans de brefs délais la maîtrise de l'assemblage de stations orbitales automatique autour de la Terre.

D'ailleurs, l'annonce faite par M. McNamara que l'U.R.S.S. disposera en 1968 d'un système de fusées orbitales n'est-elle pas une conséquence du rendez-vous automatique réalisé avec « Cosmos 186 » (engin poursuiveur) et « Cosmos 188 » (engin poursuivi) ?

La révélation est lourde de conséquences; et, bien que la « fusée globale » dont McNamara a confirmé l'existence en la dénommant FOBS

(fractional orbital bombardement system : système de bombardement orbital fractionnaire) possède plus d'inconvénients (délai d'alerte non réduit, réduction de la charge utile, marge d'erreur de tir multipliée par trois ou quatre) que d'avantages (la surprise), elle risque de mettre à mal, dans un délai plus ou moins long, l'accord signé par les grandes puissances sur l'utilisation pacifique de l'espace.

Certes, la définition de « l'espace » reste pendante. Mais le climat de détente actuel est altéré; et la course aux armements relancée. □

Les Nobel de physique...

Alors que le grand public avait les yeux braqués sur la réussite soviétique d'arrimage, l'Académie royale des Sciences de Suède attribuait presque au même moment le prix Nobel de physique au professeur allemand Hans Bethe, pour ses travaux sur la théorie des réactions nucléaires (connaissance du Meson et de l'Electron) et sur ses découvertes relatives à la production d'énergie dans les étoiles (théorie qui a reçu le nom de « cycle de Bethe » ou « cycle du carbone »).

... et de chimie

En même temps que le prix Nobel de physique, celui de chimie fut décerné pour moitié au professeur Manfred Eigen (Allemagne fédérale) et pour moitié aux professeurs britanniques Ronald George Weyford Norrish et George Porter.

Cette récompense a été attribuée pour les études sur les réactions chimiques ultra-rapides résultant de la rupture d'équilibre par impulsion ultra-courte d'énergie.

L'attribution du prix de chimie à Eigen porte à penser que l'éclipse subie par la science allemande est en voie de disparition. □

Le tribunal Russell

Le Tribunal international des crimes de guerre au Vietnam tiendra sa prochaine session du 20 novembre au 1^{er} décembre prochains. Les présidents ont accepté l'invitation du comité danois, qui s'est proposé de prendre en charge l'organisation matérielle de la session à Copenhague.

Le tribunal devra, à l'issue de ses travaux, répondre aux questions suivantes :

- Y a-t-il eu, de la part des armées américaines, utilisation d'armes nouvelles ou d'armes interdites par les lois de la guerre ?
- Y a-t-il eu des représailles injustifiées contre la population civile (exécution d'otages, etc.) ?
- Les prisonniers vietnamiens sont-ils soumis à des traitements inhumains, interdits par les lois de la guerre ?
- Y a-t-il eu création de camps de travail forcé ou tout autre acte pouvant être caractérisé comme acte de génocide ?

L'ordre du jour de la session laissera une large place à l'audition des témoins, américains et vietnamiens notamment, qui ont assisté au déroulement du conflit au Sud-Vietnam. Le tribunal entendra également le rapport des commissions d'enquête qu'il a envoyées en R.D.V. et dans les régions du Sud-Vietnam contrôlées par le F.N.L.

Les représentants officiels de la R.D.V. et du F.N.L. seront entendus.

Une démarche spéciale vient d'être renouvelée auprès du gouvernement des Etats-Unis pour qu'il désigne un porte-parole pour défendre sa position.

Les séances seront ouvertes sur invitation, notamment aux représentants de la presse internationale.

Conformément aux statuts constitutifs du tribunal, la session sera exclusivement consacrée aux crimes de guerre au Vietnam. □

TRIBUNE ETUDIANTE

Le numéro de rentrée est en vente :
— 50^e anniversaire de la révolution d'Octobre;

— La lutte anti-impérialiste;
— La déclaration finale de l'O.L.A.S., etc.

Le prochain numéro paraîtra fin novembre, avec des articles et des interviews exclusifs.

Abonnements : les 6 numéros, 5 F

Soutien à partir de 10 F

Tribune étudiante, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e). C. C. P. 19.702-50 PARIS.

A PARTIR DU PROCHAIN NUMERO :

Tribune socialiste publiera une série d'articles sur le 50^e anniversaire de la révolution d'Octobre, signés de : Jean-Marie Vincent, Pierre Naville, Michel Rocard, Manuel Bridier, Serge Mallet, Jean-François Kesler, Harris Puisais, Christian Guerche, Claude Furet, Claude Glayman, Bernard Sizaire, etc.



L'ex-président Sallal.

Agip

Yémen

La chute de Sallal

Jean-Pierre Antebi

C'est à Khartoum que Nasser et Fayçal se sont rencontrés et ont signé l'accord qui semble s'être réalisé dernièrement avec l'évacuation des troupes égyptiennes du Yémen.

Mais s'agissait-il d'un accord véritable entre le roi et le raïs ou la reconnaissance par le second qu'il était vaincu militairement sur le terrain, avant de l'être économiquement et politiquement ?

L'échec de la R.A.U.

Le 26 avril, Olivier Todd émettait déjà dans *le Nouvel Observateur* des doutes sérieux sur les chances de succès de l'armée égyptienne et il semblait constater l'échec de la république. La structure féodale du pays était toujours la même, les chefs des tribus républicaines, les cheiks, étaient certes élus, mais c'étaient les mêmes qui avaient été réélus. Leur prestige religieux était trop grand pour qu'ils soient écartés.

La population républicaine était divisée, on le sait, entre nassériens et anti-nassériens mais était toujours unanime à reconnaître l'autorité religieuse de l'imam El Bodr. Certains se demandaient même si l'on avait le droit de faire la prière lorsque celui-ci était absent du pays.

Nasser était-il conscient de cette situation ? La politique qu'il a suivie laisse penser que oui. L'armée yéménite ne comptait que 11 000 hommes, parce que l'Égypte s'opposait à ce

qu'elle en ait plus; de même, les Soviétiques refusèrent, sous les pressions du Caire, de livrer des armes directement à l'armée yéménite. Le même refus fut opposé par l'Égypte aux instructeurs d'Allemagne de l'Est.

Tous ces refus ont un motif. Nasser avait compris que le Yémen républicain n'était pas encore établi définitivement. La république de Sallal ne vivait que par l'Égypte, son armée contenant les tribus royalistes, et les prisons du Caire abritant les opposants démocrates à Sallal.

Aujourd'hui, les troupes égyptiennes quittent le territoire yéménite. Aussitôt, Sallal a fait entrer dans son cabinet des ministres anti-nassériens. Quelles vont être les conséquences ?

Le jeu de Sallal

Plus encore que la présence des troupes égyptiennes qui était tolérée parce que jugée utile, c'est le paternalisme des techniciens et experts qui était jugé intolérable. Ne pouvant donc d'opposer ouvertement à Nasser en raison de la présence des troupes royalistes, de l'Arabie Saoudite au nord, des Britanniques au sud, c'est contre Sallal que s'est toujours manifestée l'opposition. On pouvait donc se demander ce qui suivrait le lâchage de l'Égypte.

Le maréchal Sallal, qui était présent à Khartoum, a violemment réagi : il rejeta, par une note à la

presse, le 1^{er} septembre, la déclaration commune égypto-saoudienne qu'il considéra comme une ingérence dans les affaires intérieures du Yémen. Pour Sallal, le retrait des troupes égyptiennes est donc une ingérence dans les affaires intérieures du pays. Il reste néanmoins vrai que ce départ risque d'amener certains changements dans la vie politique. Pour réussir à se maintenir au pouvoir, le maréchal n'a pas hésité à limoger certains de ses ministres trop liés avec Le Caire pour les remplacer par d'autres qui étaient jusqu'alors dans l'opposition.

Le nouvel homme fort

Mais l'aventure yéménite aura aussi des répercussions dans les relations inter-arabes dans la mesure où elle peut affecter le régime égyptien lui-même. En effet, le retour de l'armée du Yémen ne fera que renforcer le clan des jeunes officiers qui s'opposent au raïs. Ceux-ci, d'autre part, s'ils sont encore sous le coup de la défaite contre Israël, se désintéressent du problème palestinien. Un règlement politique qui rendrait à l'Égypte, avec ses territoires, sa dignité ne serait pas pour les généraux. Dans ce cas, ils pourraient soutenir le second du régime et qui semble être aujourd'hui l'homme fort du pays, le vice-président Mdiyadine, qui a déjà critiqué la politique étran-

gère de Nasser et qui voudrait, avec l'aide des investissements américains, se consacrer au développement du pays.

De même, c'est sans doute dans ces échecs nassériens dans le Sud arabe que qu'il faut chercher la raison de la quasi-disparition du F.L.O.S.Y. en tant que force politique à Aden ; cette organisation, qui était et qui est toujours soutenue par Nasser et Sallal, s'est vue supplantée par son rival le F.L.N. qui est opposé à Nasser et au panarabisme.

Or, cette situation était déjà perceptible en mai 1967. Coincé entre ses échecs dans le monde arabe et le désastre de sa politique économique, Nasser a-t-il voulu, face à Israël, tenter le bluff qui lui permettrait de regagner son prestige ?

Il est permis de le penser.

J'apprends à l'instant que le maréchal Sallal a été renversé. D'après les informations dont on dispose à l'heure actuelle, ce coup d'Etat a été organisé par les officiers anti-nassériens et les hommes récemment revenus du Caire où ils étaient détenus, quelques heures après le départ des dernières troupes égyptiennes de Sanha.

Les nouveaux maîtres du Yémen, qui entendent respecter les accords de Khartoum, s'alignent ainsi sur la nouvelle politique de l'Égypte et consacrent l'échec de Nasser. □

Vietnam

Le F.N.L. garde l'initiative

J.-C. Vessillier

Certains observateurs avaient interprété la publication, en septembre dernier, du programme politique du F.N.L. comme le signe d'un certain tournant; ils en vantaient sa « modération » qui leur paraissait éloignée de certaines proclamations appelant à la lutte générale contre l'envahisseur.

De fait, depuis sa création en 1960, le Front a constamment lié son programme d'union ouvert vers la plupart des secteurs de la population sud-vietnamienne à une opposition irréductible face à l'impérialisme américain. C'est précisément cette politique qui permet au Front d'être le représentant de la population sud-vietnamienne et qui lui fournit ainsi les moyens de conduire la gigantesque bataille contre l'armée U.S. jusqu'à la victoire. En ce sens, l'appel du Front, publié il y a quelques jours, avant l'ouverture de la saison sèche (hiver-printemps 1967-1968), s'inscrit très exactement dans la ligne définie par le nouveau programme politique du F.N.L. Cet appel contient les mots d'ordre adressés aux forces armées de libération et à l'ensemble de la population du Sud : une nouvelle fois, les Vietnamiens réaffirment leur volonté de conserver l'initiative stratégique en combinant guérilla, guerre de mou-

vement et attaques de base, et ils demandent à tous « de s'élancer impétueusement pour obtenir des succès retentissants ».

Quelques jours après le lancement de ce nouvel appel, la bataille de Loc Ninh était la première grande bataille de cette saison sèche. Les combattants du Front s'attaquaient par vagues d'assaut successives à un camp de forces spéciales américaines, l'occupant à plusieurs reprises tout au long des six jours de l'affrontement.

En prenant l'initiative de cet assaut, les Vietnamiens semblent vouloir attaquer prioritairement les troupes américaines les mieux entraînées, celles qui sont le plus difficilement remplaçables. Plusieurs secteurs de l'armée américaine s'interrogent d'ailleurs sur l'intérêt stratégique constitué par la présence au Vietnam des meilleurs éléments de l'armée U.S., pensant à d'autres fronts plus décisifs qui pourraient s'ouvrir : c'est notamment le cas du général Gavin, un des candidats possibles à la présidence pour le parti républicain.

Les combattants vietnamiens conservent l'initiative. Notons qu'ils n'ont pas « ces illusions selon lesquelles le cheminement à la victoire est facile ». □

C.P.N.

Contre le pacte atlantique, pour une Europe socialiste

L'approche du XX^e anniversaire du pacte atlantique pose aux pays qui en sont membres le problème de son éventuelle reconduction. La réponse que les forces socialistes apporteront à cette question ne peut être donnée qu'en fonction de l'analyse globale qu'elles font de la situation mondiale.

L'offensive impérialiste

Au cours des dernières années, le capitalisme a été nettement dominé par la formidable puissance que constitue l'impérialisme américain, qui met au service de ses intérêts une stratégie mondiale cohérente. L'agression militaire menée au Vietnam et en Amérique latine, le complot politique fomenté en Grèce, le soutien des régimes fascistes d'Espagne et du Portugal, la mainmise financière, économique et technologique étendue sur l'Europe occidentale sont des formes différentes d'une seule et même offensive. Avec la complicité des classes possédantes du tiers monde et des pays industriels, la politique américaine vise partout à intégrer ou à écraser tous les mouvements qui s'efforcent de modifier les structures de la société. Dans ces conditions il est nécessaire de rappeler qu'il n'y a pas aujourd'hui d'engagement pour le socialisme qui ne soit aussi une lutte de tous les instants contre la domination des Etats-Unis.

La résistance héroïque du peuple Vietnamien est le coup d'arrêt le plus sérieux qui ait été porté à l'offensive américaine depuis plusieurs années. Les échecs militaires de l'armée d'invasion, les répercussions des dépenses de guerre sur l'économie américaine, le trouble d'une partie grandissante de l'opinion aux Etats-Unis, l'isolement croissant de la diplomatie de Johnson ont contribué au cours des derniers mois à modifier le rapport des forces. Dans cette mesure il n'est que juste de constater que le combat qu'anime le gouvernement de la république démocratique du Vietnam et le Front national de libération est une contribution essentielle à notre propre lutte.

La réplique du tiers monde

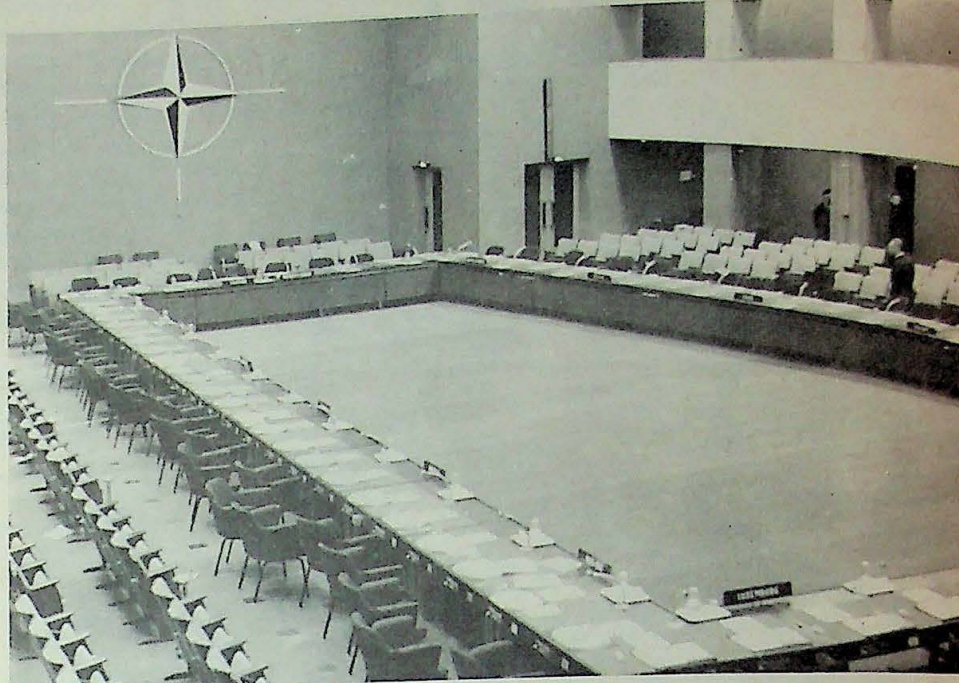
La situation nouvelle ainsi créée a permis de donner à l'action contre l'impérialisme une plus grande extension et une plus grande cohérence.

Ce n'est plus seulement en Asie du Sud-Est ou dans les derniers bastions du colonialisme en Afrique que la lutte armée est devenue la seule voie possible pour la libération des masses asservies. Le développement des guérillas en Amérique latine met en cause un édifice social vermoulu. Dans ce combat de longue haleine, au moment des échecs partiels et des reculs momentanés, la vie héroïque d'Ernesto Guevara, gardera pour le mouvement révolutionnaire mondial une valeur exemplaire.

Il est significatif que la Conférence de l'O.L.A.S. qui réunissait à Cuba, l'été dernier, les représentants des principales forces anti-impérialistes du tiers monde, ait clairement affirmé sa solidarité avec la révolte du peuple noir américain, ainsi qu'avec tous ceux qui se dressent aux Etats-Unis, de plus en plus nombreux, contre la politique menée en leur nom.

Pour une alternative d'ensemble

Seules des propositions socialistes, fondées sur la réalité qu'est la lutte des forces progressistes dans le monde entier, peuvent être opposées au système cohérent du capitalisme international. Il n'est plus temps d'échafauder les fragiles coalitions fondées sur le rassemblement des nationalismes et vite détruites par l'opposition des intérêts ; il n'est plus possible d'intégrer à la lutte anti-impérialiste les forces réactionnaires qui sont liées à la stratégie capitaliste. Il est devenu illusoire de reporter sur les seules forces du tiers monde la charge de la révolution en réduisant le prolétariat occidental à un rôle passif et une neutralité impuissante. Il n'est pas moins irréaliste de croire que la victoire du socialisme dans les pays avancés pourra se produire sans le concours décisif des masses populaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique. Le front anti-impérialiste doit rassembler désormais l'ensemble des gouvernements et forces progressistes, qui lient étroitement le combat pour la libération politique et la lutte pour de nouvelles structures économiques et sociales. L'unité de ce front implique l'autonomie de chacune des forces qui le compose, le libre choix des moyens donnés, adaptés à des situations différentes, la complémentarité de ces luttes pour un même objectif contre un adversaire commun.



Une salle à réaffecter.

A.D.N.P.

Pour le retrait du pacte atlantique

L'enjeu d'un tel affrontement mondial n'est rien moins que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à choisir la voie de leur propre développement. C'est pourquoi les socialistes européens sont eux-mêmes directement concernés par l'ensemble de ces luttes, dont ils doivent être solidaires.

Le Parti Socialiste Unifié ne saurait cependant se contenter d'une politique de soutien et d'approbation. La véritable solidarité avec ceux qui se battent consiste à développer une action efficace contre les forces capitalistes dans notre pays, selon les moyens et dans les domaines qui nous sont propres.

Le gouvernement gaulliste pratique, certes, une diplomatie d'opposition apparente à la politique américaine ; il ne faut pas cependant être dupe de cette position. De Gaulle proclame une indépendance verbale mais il favorise, par sa politique européenne, l'invasion de la France et de l'Europe elle-même par les capitaux américains. Il retire ses troupes de l'O.T.A.N. mais il reste membre du pacte atlantique. Il se comporte en allié indocile, turbulent et revendicateur, mais en allié tout de même des Etats-Unis. L'appartenance au pacte atlantique place objectivement la France dans le même camp que les agresseurs au Vietnam et en Amérique latine. Elle fait de notre pays l'un des éléments du système de sécurité européenne, créé par les Etats-Unis, à la fois pour exercer une pression militaire et politique sur l'Europe de l'Est ou le bassin méditerranéen, et pour assurer la défense mutuelle des régimes occidentaux contre leur propre peuple.

Le pacte atlantique ne saurait donc être amélioré ni par l'exclusion éventuelle du Portugal et de la Grèce,

ni par le renforcement des positions françaises, ni par sa transformation en un mécanisme de pression à prédominance politique et économique, plutôt que militaire.

Le P.S.U. considère que le retrait du pacte atlantique par le refus de son renouvellement en 1969 doit constituer, pour les forces populaires françaises, un objectif essentiel en même temps qu'un devoir de solidarité internationale.

Le problème européen

Pour le P.S.U. toutefois, la lutte contre le renouvellement du pacte atlantique n'est pas seulement le refus de l'hégémonie américaine ou de l'entente conservatrice des classes dirigeantes européennes. Elle est partie intégrante d'une lutte positive pour une Europe socialiste, seule riposte possible à la satellisation progressive par les intérêts économiques américains.

Aujourd'hui en effet, les affrontements entre forces socialistes et forces conservatrices ne se présentent plus en termes purement nationaux. Le Marché commun, quelles que soient par ailleurs ses difficultés, n'a fait qu'accélérer l'intégration des productions et des technologies. Les socialistes, sous peine d'être complètement dépassés, ne peuvent ignorer cette évolution irréversible. Même s'ils n'acceptent pas de se plier aux règles de la construction européenne, définies par les classes dominantes, ils doivent comprendre qu'il faut rassembler les travailleurs et les paysans d'Europe occidentale, confrontés en ce moment aux conséquences dramatiques de l'intégration capitaliste. Ils doivent formuler leur propre politique d'unification européenne.

Dans ce sens, le P.S.U. agira tout d'abord en tant que parti, pour développer les contacts internationaux

entre les forces de gauche et favoriser la prise de conscience par les travailleurs de l'interdépendance et de la solidarité politique croissante de leurs luttes syndicales. Apportant ensuite sa contribution au programme commun de toute la gauche, le P.S.U. propose une politique définie à partir des principes suivants :

— Contre toute nouvelle supranationalité.

Le Marché commun n'a pas répondu à la nécessité d'orienter et de planifier le développement économique continental. Bien au contraire il a seulement servi jusqu'ici de point d'appui aux forces capitalistes les plus modernes, les plus capables de profiter d'une concurrence accrue. Accélérant le développement du capitalisme, hors de tout contrôle public, le Marché commun provoque à la fois l'aggravation des crises structurelles (agriculture ; charbonnages ; mines de fer ; sidérurgie) et une surenchère entre les différents gouvernements nationaux à qui fera la politique anti-sociale et déflationniste la plus brutale, pour maintenir sa place sur les marchés d'exportation.

En même temps, le caractère nationaliste des politiques de défense de secteurs retardataires et des politiques d'aide à certains secteurs de pointe travaillant sous contrat public, s'intensifie. Dans cette situation, tout nouveau développement de la supranationalité jouerait au profit des milieux néo-libéraux et aggraverait les tendances à la désagrégation européenne qui commence à se faire jour.

— Pour une programmation européenne.

Dans ces conditions, pour faire enfin de l'Europe une zone capable d'échapper à toute domination américaine de type économique, social, politique, culturel ou militaire, la seule voie consiste à organiser la convergence progressive des politiques nationales.

Cela doit commencer dans les secteurs où aucun progrès n'est possible sans que la pression des forces populaires et le jeu des secteurs publics socialisés permette de dominer les intérêts capitalistes : agriculture ; énergie ; transports. Cela doit continuer par la recherche des moyens d'une véritable programmation communautaire au niveau européen.

Les institutions monétaires

Une telle programmation européenne doit s'appuyer sur le développement des secteurs publics nationaux, sur le relais fourni par les planifications nationales, sur une poli-

tique anti-trusts commune. Elle utilisera un mécanisme européen de paiements multilatéraux, seuls capables de permettre enfin l'apparition d'une solidarité financière entre pays d'Europe à l'encontre des États-Unis.

Elle s'appuiera sur la mise en commun d'une partie des réserves en devises pour permettre à la Grande-Bretagne de rompre nettement ses solidarités financières atlantiques et échapper aux servitudes que lui crée le rôle international de la livre et ses conséquences diplomatiques.

Ce même mécanisme peut être le moyen de nouer avec les pays d'Europe de l'Est des relations de plus en plus étroites.

La communauté européenne que nous désirons devrait également soutenir la création de moyens de paiement internationaux, liés aux disponibilités des pays en voie de développement en matières premières commercialisables. Elle devrait enfin tenir compte, dans ses programmes industriels et sociaux, de la nécessité d'ouvrir davantage le Marché européen aux pays du tiers monde planifiés socialistes ou non.

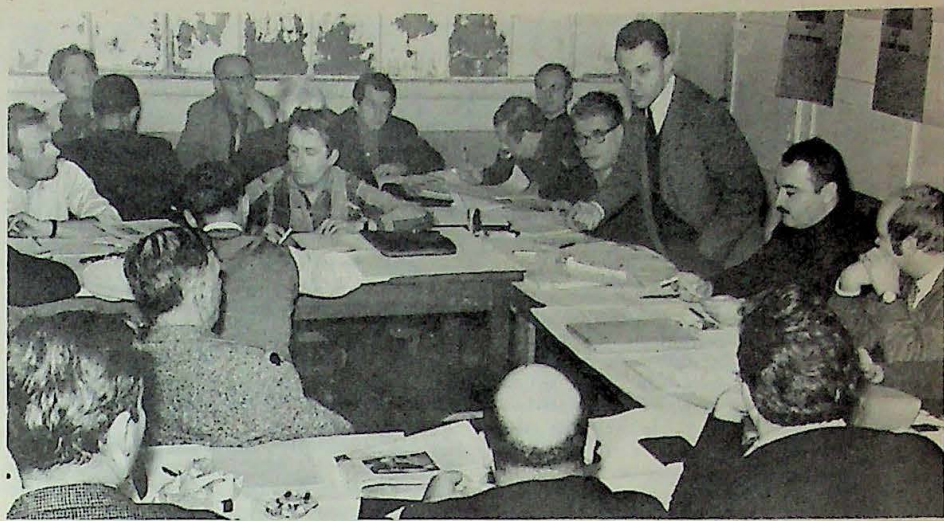
L'adhésion de la Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne demande son adhésion au Marché commun à un moment où le capitalisme traditionnel connaît chez elle une faillite indiscutable. Ce pays sera hostile à toute nouvelle construction supranationale. La solution de ses problèmes les plus urgents : paiements extérieurs, agriculture, reprise de l'expansion, dépend de l'attitude des pays d'Europe à faire en commun des politiques de convergence visant à se dégager de l'entreprise américaine sans laquelle rien n'est possible.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté serait donc un fait positif si, sur tous ces problèmes clés, des politiques européennes communes pouvaient être effectivement définies. Il convient donc de commencer par en discuter, au contraire de ce que fait la diplomatie gauloise.

**

Conscient de l'importance décisive des luttes qui s'ouvrent, le P.S.U. prendra contact avec ses alliés de la gauche socialiste européenne pour que s'affirme enfin en Europe une politique qui assume les véritables problèmes et offre une perspective européenne socialiste. □



Le C.P.N. au travail.

Collombert

Résolution sur la politique municipale

Le C.P.N. du P.S.U. a largement débattu du rapport relatif à la stratégie municipale du parti et à la liaison avec ses élus.

Les perspectives d'alternative socialiste au gaullisme qui sont celles du P.S.U. l'amènent à ne pas situer son action sur le seul plan national, mais à agir dès maintenant sur le plan régional et sur le plan municipal. Dans ce cadre, le C.P.N. décide :

1° D'accentuer le travail déjà amorcé par ses élus municipaux. Il convient de dépasser le cadre strictement communal, parce que l'enjeu des luttes municipales dépend de plus en plus des problèmes économiques et sociaux plus vastes, particulièrement régionaux. La priorité sera donc donnée aux luttes qui remettent en cause les structures mêmes de notre société capitaliste : emploi, logement et urbanisme, animation culturelle au niveau de la commune... La mise en œuvre de nos propositions concernant la démocratie locale et la participation des citoyens reste un des objectifs majeurs de notre action municipale.

2° Dans le même esprit, le P.S.U. recherchera systématiquement les moyens qui lui permettront de contribuer à la conquête par la gauche de nouvelles municipalités. Notre action doit bénéficier à l'ensemble de la gauche tout en renforçant notre propre courant. Elle se développera par des actions correspondant aux revendications et aux conflits économiques et sociaux les plus actuels, par des contrepropositions constructives apportant des réponses aux problèmes municipaux et par une contestation du type de démocratie à la base.

3° Pour réaliser ces objectifs, le P.S.U. multipliera les occasions de dialogue avec ses partenaires de la gauche, forces politiques et forces sociales représentatives de la population, afin d'approfondir la recherche relative au programme et de développer des actions unies, devant

aboutir à une meilleure gestion commune ou à une revendication du pouvoir municipal, sur des bases claires, aussi larges et aussi représentatives que possible.

(Extrait.)

Syndicats et partis

Indépendamment des deux résolutions que nous publions ici, le Comité politique national a eu un débat sur les rapports qui doivent s'établir entre syndicats et partis politiques, dans le respect de leur autonomie. Le débat se poursuivra dans toutes les instances du parti, car il mérite une large discussion. Le C.P.N. a néanmoins voté une résolution sur les luttes sociales, que nous publierons la semaine prochaine. □

responsable politique êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94 - VITRY. Tél. 482.47.85.

Les Fédérations au travail

Depuis le 1^{er} novembre, la campagne nationale d'implantation lancée par le P.S.U. a débuté. Chaque semaine, T.S. mentionnera les initiatives et résultats les plus intéressants :

LE TARN.

Bonne reprise d'activité de la Fédération. Le 26 octobre, réunion de section à Castres, avec pour thème la Sécurité sociale : exposé de Lucien Valette, militant syndicaliste, qui présenta la critique des ordonnances et les positions du P.S.U. ; puis discussion très vivante et très concrète sur les problèmes posés. Jeudi 16 novembre, première réunion ouverte aux sympathisants de la section de Lavaur, sur le thème « Où va la gauche ? », avec André Croste, secrétaire fédéral. Dans le cadre de la campagne d'implantation, la Fédération prépare un numéro spécial du bulletin fédéral, « l'Action P.S.U. ».

L'AUDE.

La section de Carcassonne a choisi d'organiser une campagne d'information qui permettra de mieux faire connaître les positions du P.S.U. sur un problème particulièrement important, celui de la réforme de l'enseignement. André Melliet, conseiller municipal de Carcassonne et les camarades de la section se rendent successivement dans les différentes localités de la circonscription : à Moux le 2 novembre, à 18 h, puis à Douzens à 21 h, à Lagrasse le 3 novembre, à Servies-en-Val le 4 novembre pour débiter. Occasion pour ceux qui sont intéressés par les problèmes de fond que pose l'élaboration du programme commun, de rencontrer les hommes du P.S.U. et de discuter à loisir avec eux.

LE PAS-DE-CALAIS.

A la suite d'une campagne d'information engagée par la section de Béthune, animée par Georges Queste, la section s'enrichit de sept nouveaux adhérents, travaillant pour la plupart à la société métallurgique Bénoto. La section de Calais, de son côté, accueille avec joie l'adhésion de six militants ouvriers.

L'ORNE.

La section d'Alençon, relancée au début de l'année, ne cesse de progresser, notamment après la réunion tenue par Manuel Bridier.

Calendrier

Vendredi 10 novembre, Meulan (20 h 45, salle du Foyer municipal, 50, rue Gambetta). — Gilbert Mathieu animera un débat sur « le budget 68 de l'Etat » devant Tribune du val de Seine.

Vendredi 10 novembre, Dijon (amphithéâtre Proudhon), à l'invitation des étudiants de la corpo. de droit, conférence publique de Michel Rocard : « l'intervention de l'Etat dans les pays développés ».

Samedi 11 et dimanche 12 novembre, Dijon (41, rue Neuve-Bergère). — Session de formation sur « l'alternative socialiste » avec la participation de Michel Rocard. Au cours de la journée du dimanche, consacrée aux problèmes régionaux, deux rapports seront présentés sur « les problèmes du développement de la Bourgogne », « la gestion de Dijon et les choix politiques ».

Dimanche 12 novembre, Strasbourg. — Réunion de travail de la section E.S.U. et de l'équipe fédérale du Bas-Rhin sur les problèmes d'implantation, autour de Marc Heurgon.

Dimanche 12 novembre, Metz. — Réunion de contact pour le développement d'un groupe E.S.U., avec Marc Heurgon.

Lundi 13 novembre, Guéret. — Assemblée générale des militants de la Creuse, avec la participation de Michel Rocard.

Mardi 14 novembre, Paris (15^e) (20 h 30, cinéma Arc-en-Ciel, 154, rue Saint-Charles).

Elle a totalisé treize adhésions nouvelles depuis le V^e Congrès.

LA SARTHE.

Le Congrès fédéral s'est tenu le samedi 28 octobre. Après le vote à l'unanimité du rapport moral du secrétaire fédéral sortant, Emile Bourneuf, puis du rapport financier, le congrès a élu un nouveau bureau dont la majorité est conforme à celle qui s'est dégagée au Congrès national. Raymond Maris a été désigné comme secrétaire fédéral. Une motion de soutien aux organisations ouvrières du Mans en lutte contre les ordonnances et la politique antisociale du gouvernement a été adoptée. Le nouveau bureau fédéral a décidé de se pencher d'urgence sur les problèmes d'implantation et de faire porter son effort tant sur la ville du Mans que sur l'extérieur où deux nouvelles sections vont voir le jour.

LA SEINE-ET-MARNE.

Vendredi dernier 3 novembre, réunion des cadres fédéraux à Fontenay-Trésigny, en présence de Marc Heurgon et de Michel Fontes, pour préparer le Congrès fédéral qui doit se tenir le 18 novembre. Après un échange de vues sur la situation du P.S.U. après le V^e Congrès, qui a permis aux membres du B.N. de répondre à toutes les questions posées, les problèmes d'implantation dans le département ont été étudiés ; chaque section sera maintenant amenée à discuter d'ici le Congrès fédéral de son propre plan de travail. La section de Meaux est déjà entrée dans la voie des réalisations en organisant pour le 8 novembre une réunion avec Francis Kahn sur le problème du Vietnam.

L'ESSONNE.

Michel Rocard, secrétaire national, était le vendredi 3 novembre, l'invité du groupe P.S.U. de Gif-sur-Yvette. Une soixantaine de participants ont posé de nombreuses questions sur la situation du P.S.U. au sein de la gauche française. Plusieurs demandes de renseignements vont se concrétiser dans les jours prochains sous forme d'adhésions.

L'ALLIER.

La section de Vichy recueille les fruits du travail entrepris, notamment à l'occasion des dernières municipales partielles. Elle a enregistré huit adhésions au cours de sa réunion de rentrée.

— Séance inaugurale du Centre d'études socialistes. « Quel socialisme pour la France ? » avec Edmond Maire, Serge Mallet et Jean-Pierre Vigier.

Mardi 14 novembre, Paris (13^e) (20 h 30, cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac). — Meeting P.S.U. avec Michel Grimal, Claude Bourdet, Yves Le Foll et Michel Rocard.

Mardi 14 novembre, Clermont-Ferrand. — Meeting de rentrée des E.S.U. avec la participation de Jean-François Pertus, membre du bureau national et d'Abraham Behar, membre du C.P.N.

Jeudi 16 novembre, Gray (Haute-Saône). — A l'invitation du G.A.P.U.G. (Groupe d'action pour l'union de la gauche), Marc Heurgon présentera les propositions du P.S.U.

Vendredi 17 novembre, Reims (20 h 30, salle Degermann rue Buirette). — La section E.S.U. organise un meeting sur la lutte anti-impérialiste au Vietnam, en Amérique latine et en Europe, avec Abraham Behar et Alain Badiou, observateur au procès Régis Debray, de retour de Camiri.

Vendredi 17 novembre, Le Havre. — Meeting P.S.U. avec Michel Rocard.

Samedi 18 novembre, Châtellerault. — Réunion sur les problèmes sociaux de la région, animée par Manuel Bridier.

Samedi 18 novembre, Poitiers, 21 h. — Meeting organisé par la section E.S.U. sur la lutte anti-impérialiste avec Manuel Bridier.

Manifestation étudiante le 9 novembre

Depuis déjà un mois, un malaise se manifestait à l'université, et plus particulièrement en milieu étudiant. Blocage des inscriptions dans certaines facultés, suppression des travaux pratiques pour certaines catégories d'étudiants, rentrées retardées notamment à Paris-Sciences et Paris-Droit, menace de « déportation » des « mauvais étudiants » de Paris en province, pagaie généralisée dans le passage de l'ancien au nouveau régime instauré par le Plan Fouchet, pénurie de locaux et d'enseignants... la situation était plus que difficile : catastrophique ! Le malaise devait se transformer en mécontentement.

Les déclarations fracassantes du doyen Zamansky, utilisant cette situation pour exiger une sélection rigoureuse des étudiants à l'entrée de l'université devaient porter le mécontentement à un niveau plus élevé, que pouvaient difficilement masquer les faux et académique débat entre « zamansquistes et vedeliens », débat récemment attisé par les déclarations regrettables de Laurent Schwartz au *Nouvel Observateur*. (T.S. reviendra prochainement sur les problèmes posés pas la sélection.)

Depuis quelques jours un nouveau pas a été franchi par les étudiants et les enseignants qui appellent à manifester le jour de la rentrée solennelle de l'université : jeudi 9 novembre, devant le siège de l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot. Les mots d'ordre essentiels de la manifestation sont fondés sur le refus de la sélection et corollairement la revendication d'une nouvelle pédagogie, et un accroissement considérable des crédits, notamment l'attribution d'une allocation d'études à tous les étudiants sur cri-

tères universitaires. D'autres thèmes ont été cités, mais d'une manière secondaire dans le tract d'appel, en particulier la revendication d'un « enseignement supérieur lié à la recherche dans toutes les disciplines, tous les cycles et tous les établissements ». Enfin la volonté « d'une transformation radicale de l'université dans ses fonctions, ses méthodes et sa pratique » y est affirmée.

C'est dans ce sens que les luttes universitaires devraient se situer. En effet, le danger serait de voir les mots d'ordre ne pas dépasser le niveau du mécontentement actuel, le niveau de la spontanéité des masses qui est relativement corporatiste à l'université, bref de ne pas amener à une prise de conscience et une contestation politiquement claires. Le second danger serait d'en rester à la seule contestation, purement agitative. Il est important que les luttes à l'université débouchent sur des propositions antagonistes à celles du pouvoir et susceptibles d'être discutées par l'ensemble du mouvement ouvrier qui a son mot à dire.

C'est à ces deux conditions que les luttes à l'université auront une efficacité politique et coïncideront avec notre but : la construction du socialisme. Les orientations de l'U.N.E.F. et du S.N.E.sup se situent clairement dans cette perspective. Souhaitons que les autres syndicats de la F.E.N. ainsi que le S.G.E.N. comprennent ces nécessités. Surtout, souhaitons que la manifestation du 9 novembre soit un succès, et ce succès le premier pas vers des luttes plus intenses à l'université.

Jean TERCE.

Succès municipal dans les Côtes-du-Nord

Jusqu'au 25 juillet dernier, le conseil municipal de Ploufragan (5.000 h., 4 km de Saint-Brieuc) comptait 7 élus de gauche (2 P.C. et 5 P.S.U.) et 16 élus centristes et de droite. Pour différents motifs et notamment la gestion trop personnelle du maire, 11 conseillers municipaux (les 7 de gauche plus 4 autres dont le 1^{er} adjoint) ont démissionné.

Des élections partielles ont donc eu lieu le 29 octobre ; deux listes en présence : celle d'Union de la gauche (6 P.S.U., 5 P.C.), conduite par notre camarade Le Du, celle de droite patronnée par le maire. Gros succès pour la liste de gauche qui obtient les 11 sièges renouvelables avec une

moyenne de liste de 1340 contre une moyenne de 939 à la liste adverse. Dès lors la majorité de droite au conseil municipal n'est plus que d'un seul siège.

Le nouveau conseil municipal s'est réuni le 4 novembre ; nos camarades ont obtenu que soient mises en place quatre grandes commissions de travail et qu'au sein de chacune un poste de secrétaire soit confié à un membre de la majorité. De cette façon, nos camarades pourront réformer les méthodes jusqu'alors employées et leurs concitoyens désormais informés, pourront juger de leur action persévérante. De toute façon, rendez-vous a été pris pour dans trois ans.

Réunions

● LE CHOMAGE : FATALITE OU CHOIX POLITIQUE ?

Conférence-débat avec Jacques Malterre, membre du Bureau national du P.S.U.

— Le V^e Plan : le chômage inévitable ?

— Les ordonnances : des secours mais pas d'emploi.

— Une autre politique est possible.

Vendredi 10 novembre, 20 h 45, 8, villa Montsouris, Paris (14^e).

● COMITE VIETNAM NATIONAL, comité de Clichy, réunion d'information, lundi 27 novembre, à 20 h 45 précises, salle municipale, 115, rue Henri-Barbusse, Clichy. Témoignages et informations sur la guerre au Vietnam, avec la participation du docteur Jean-Michel Krivine, Claude Bourdet, et une personnalité vietnamienne.

Coopération

Que cache son budget ?

De Gaulle, le décolonisateur. De Gaulle, le champion de la coopération avec le tiers monde. Ce sont là des thèmes favoris de la propagande gaulliste à l'étranger. Ils contribuent au prestige international du gaullisme. En France même, de nombreux opposants de gauche admettent facilement les « aspects positifs » de la politique gouvernementale dans ce domaine.

Nous publions ci-dessous quelques extraits d'une note du CEDETIM (1) sur le budget du secrétariat d'Etat à la Coopération. Les conclusions de cette note réduisent à néant le bluff international du gaullisme. Le bilan de M. Bourges n'est pas plus brillant, on le voit, que celui de ses honorables collègues de l'Education nationale ou des Affaires sociales, les Peyrefitte, Jeanneney et consorts.

Le volume global des crédits prévus pour 1968 est sensiblement le même que pour l'année précédente, respectivement 1.146 et 1.150 millions. Cette stabilité en valeur absolue dissimule cependant une régression effective des moyens réels, compte tenu de la hausse des prix.

Une telle constatation ne pourrait d'ailleurs surprendre que les victimes habituelles de la publicité gouvernementale. Il ne s'agit nullement, en effet, de ce fameux « redéploiement » dont on parle beaucoup depuis le rapport Jeanneney. Il ne s'agit nullement d'une diminution des concours apportés par la France à ses anciennes colonies pour faciliter son intervention dans d'autres régions, comme l'Amérique du Sud ou le Moyen-Orient.

Les chiffres publiés par le Comité d'aide au développement de l'O.C.-D.E. dans son dernier rapport de 1967, chiffres communiqués par la délégation française elle-même, montrent bien au contraire que l'évolution du budget propre du secrétariat d'Etat à la Coopération s'inscrit dans le cadre d'une évolution plus générale, caractérisée par un déclin, en valeur absolue et en valeur relative, de l'aide apportée par notre pays à l'ensemble des pays en voie de développement. En valeur absolue, puisque le total des versements bi-latéraux de la France est passé de 795 millions de dollars en 1963 à 657 millions de dollars en 1966. En valeur relative, puisque l'aide publique française, qui représentait 1,90 % du revenu national en 1961, n'en représente plus aujourd'hui que 0,95 %.

La « coopération » militaire

Les crédits consacrés à l'aide technique passent de 515 à 532 millions, mais cette augmentation provient malheureusement pour l'essentiel de l'accroissement des concours militaires.

Sur les 17 millions de mesures nouvelles, près de 13 millions sont con-

sacrés au renforcement de l'encadrement des troupes et à des équipements nouveaux pour la marine et pour l'aviation des pays africains. Sur les 532 millions de crédits annuels, 133 millions, c'est-à-dire le quart, sont consacrés à l'assistance militaire.

Il est permis de s'interroger sur la véritable nature et les véritables objectifs d'une aide aussi singulière. S'agit-il d'aider les peuples du tiers monde à sortir de la misère et du sous-développement ou d'assurer le maintien des gouvernements en place, envers et contre tous, y compris, le cas échéant, contre leurs peuples eux-mêmes ?

Diminution des investissements

Les crédits consacrés directement aux programmes d'équipement économique et social dans les Etats en voie de développement font apparaître une diminution en valeur absolue.

Les crédits de paiement demandés pour 1968 sont inférieurs de 25 millions aux crédits de paiement de l'année dernière. La diminution progressive des autorisations de programme, qui passent de 371 millions en 1966 à 357 en 1967 et 356 en 1968, montre bien qu'il ne s'agit pas d'une variation accidentelle du rythme des travaux mais d'une réduction des opérations nouvelles; d'une contraction systématique des concours financiers aux pays du tiers monde.

Les « départements » d'outre-mer

L'augmentation sensible des crédits destinés aux départements et aux territoires d'outre-mer constitue, il est vrai, une exception. Encore faudrait-il se demander quel usage est fait des crédits d'investissement dans les Antilles, à qui ces investissements profitent et comment leur augmentation continue est compatible avec le maintien d'une situation sociale effroyable, à laquelle il est plus facile de répondre par des arrestations, comme à la Guadeloupe, que par un dialogue véritable.



Pour quel service ?

A.F.P.

Dans d'autres domaines, la discussion de la loi de finances permet une réflexion générale que vient sanctionner le vote final ou le rejet des propositions budgétaires. En matière de coopération internationale, au contraire, une vue d'ensemble n'est pas possible. Tout se passe comme si l'on voulait éviter une confrontation, comme si la confusion et la dispersion étaient recherchées systématiquement. Une douzaine de départements ministériels sont intéressés à la coopération internationale, à des titres divers et pour diverses régions du monde : secrétariat à la Coopération, Affaires étrangères, Affaires économiques, Départements et Territoires d'outre-mer, Intérieur, Transports, Affaires sociales, etc.

Pour qu'une vue d'ensemble soit possible, il faudrait que les crédits se rapportant à la coopération, sous toutes ses formes et dans toutes les régions du monde, quel qu'y puisse être le statut juridique du moment, soient regroupés dans un document budgétaire unique — ce qui suppose le regroupement préalable de tous les services intéressés sous une même autorité responsable.

Il est vrai qu'une telle réforme administrative et budgétaire n'assurerait pas par elle-même une bonne orientation de la politique. Du moins permettrait-elle d'en juger. Du moins obligerait-elle le gouvernement à présenter ses interventions extérieures d'une manière cohérente, dans le cadre d'une conception globale de la coopération, c'est-à-dire en n'oubliant pas de tenir compte des conditions du marché international et du véritable pillage que subissent les pays soi-disant « assistés », du fait

qu'ils achètent au plus cher les produits manufacturés mais sont obligés de vendre à bas prix leurs matières premières.

Par-delà les slogans publicitaires de la propagande officielle et de la diplomatie, le moment est venu de considérer la réalité, d'examiner plus sérieusement les moyens, de définir plus précisément les objectifs de notre politique de coopération avec les pays et les peuples en voie de développement.

Il faut savoir clairement si ce qui est bon à Montréal l'est aussi à Pointe-à-Pitre ou à Djibouti.

Il faut savoir si l'on aide des peuples ou si l'on soutient des régimes, si l'on favorise le développement des pays ou les affaires des exportateurs.

(1) Centre socialiste de documentation et d'études sur les problèmes du tiers monde, 81, rue Mademoiselle. Le CEDETIM organise, le 17 novembre prochain à 20 h 30, une discussion sur le thème « Monnaie et matières premières ».

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Maisons de la culture

Le conflit de Saint-Étienne

Marcel Pierre

Marcel Pierre nous a envoyé un article que nous croyons important, par rapport aux problèmes qui se posent aux animateurs des maisons de la culture, dans leurs rapports avec les créateurs. On sait que le conflit entre Jean Dasté et la municipalité a pris des proportions aiguës. Bien au-delà de Saint-Étienne, c'est un très vaste débat qui est posé.

Saint-Étienne peut sans doute passer pour une ville privilégiée dans le domaine culturel : Dasté dirige la Comédie de Saint-Étienne depuis près de vingt ans, M. Durafour, député-maire, est président de la F.N.C.C.C. (1), le C.C.S. (Centre culturel stéphanois) regroupe près de deux cents associations et une maison de la culture de standing international est en voie d'achèvement... Et pourtant, à six mois de l'ouverture de la M.D.C., la situation est plus confuse que jamais : des déclarations tranchées, des querelles de personnes, et peut-être des conceptions différentes de l'action culturelle semblent avoir creusé le fossé entre ceux qui ont des responsabilités culturelles, on a parfois l'impression d'être dans l'impasse... Nous allons tenter de voir clair en évoquant les étapes de l'implantation de la M.D.C. dans notre cité, les forces en présence, et nous essaierons de dégager les conditions d'une solution. Les problèmes soulevés dépassent le simple intérêt local : dès qu'il s'agit de conflit dans le domaine culturel, tout homme doit se sentir concerné.

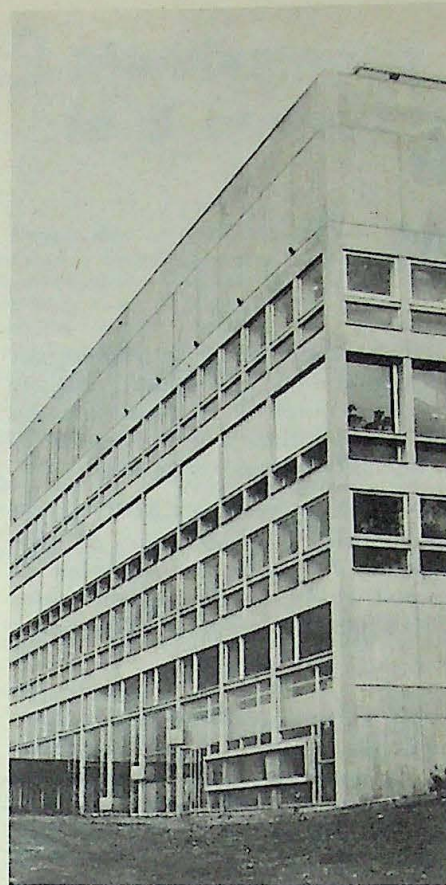
Naissance du projet

Le projet d'une M.D.C. est né à Saint-Étienne de la convergence de deux présences culturelles : celle du C.C.S. qui désirait avoir une maison lui permettant de développer ses activités et celle de la Comédie de Saint-Étienne avec Dasté qui voulait avoir son théâtre. Dès qu'il fut agréé par le gouvernement, le projet d'une maison du Centre culturel devint celui d'une M.D.C. de rayonnement international, il entra dans le cadre de l'action entreprise par les pouvoirs publics pour l'implantation de M.D.C. là où les conditions étaient favorables (l'action de Dasté à Saint-Étienne était évidemment un élément favorable à une telle implantation). Le projet de construction de la maison fut débattu entre le ministère et la ville de Saint-Étienne... et une association pour la gestion et l'animation de la M.D.C. fut créée en 1963 : conformément aux statuts, elle comprenait des représentants de l'Etat, de

la municipalité, ainsi que diverses personnalités locales engagées pour la plupart dans l'action culturelle ; parmi ces personnalités, quelques-unes étaient membres du bureau du Centre culturel stéphanois ; la plupart des responsables de cette association étaient animés par le souci de défendre l'indépendance de la M.D.C. par rapport à l'Etat et par rapport à la municipalité, et de collaborer largement avec la Comédie de Saint-Étienne en donnant à Dasté la place à laquelle il avait droit ; l'association mettait progressivement en place des commissions (peinture, musique, conférences, cinéma...) qui devaient animer les différentes activités de la M.D.C. Cependant, des questions se posaient concernant les intentions du ministère : la M.D.C. ne serait-elle que le temple sacré d'une « consommation » culturelle prestigieuse, ou ferait-elle naître l'échange, le dialogue par la participation des associations dans le cadre d'un conseil culturel ? Serait-elle un haut lieu de « spectacle » auquel on convie les fidèles, ou une maison de culture populaire (2) ? De même, les statuts de la future M.D.C., assez peu démocratiques, faisaient l'objet de critiques précises (3) de la part de militants et de responsables des différents mouvements culturels. Ce malaise n'était d'ailleurs ressenti qu'assez confusément par ceux qui se sentaient concernés par le problème, et tous espéraient une solution qui sauvegarderait l'intérêt de la culture à Saint-Étienne.

La crise est ouverte

La crise s'ouvrit brutalement en mai 1966, quand il s'agit de nommer le directeur-animateur de la M.D.C. : l'Association pour la gestion et l'animation de la M.D.C. décida, dans sa réunion du 20 mai, d'offrir ce poste à Dasté — en précisant qu'il y aurait par ailleurs un directeur administratif et financier, les deux directeurs étant responsables devant le conseil d'administration et son président (4). Dasté refusa cette proposition, il s'en expliqua en dénonçant le principe de la double direction comme source



Le bâtiment ne suffit pas.

sions, quelle serait l'attitude du ministère ? (soutiendrait-il le point de vue de la Comédie ?...); de la municipalité ? (il faudrait bien trouver une solution, et des déclarations polémiques n'ont jamais rien résolu...). Quel rôle pourrait jouer l'association pour la gestion et l'animation de la M.D.C. ? Pourrait-elle assumer le rôle d'arbitre ou de conciliateur, ou disparaîtrait-elle par impuissance ?

En fait, la collaboration entre la M.D.C. et la Comédie ne mettait que deux interlocuteurs en présence ; le ministère restait muet, au moins officiellement, et la municipalité se contentait de préciser son point de vue : M. Durafour se prononçait contre tout sectarisme culturel, affirmait que toutes les formes de culture avaient leur place à la M.D.C. (de Dasté, qui aura la liberté la plus totale de créer ce qu'il voudra, aux spectacles lyriques), en faisant état publiquement des pressions du ministère pour faire accepter sa conception des M.D.C. et en envisageant l'éventualité d'une rupture entre ledit ministère et la ville de Saint-Étienne (rupture qui entraînerait la suppression de toute subvention), il « apparaissait » comme « jouant » la défense des associations locales et de la culture contre toute contrainte du pouvoir et contre toute centralisation culturelle ; par ailleurs, il maintenait fermement sa façon de poser le problème de la direction de la M.D.C. (il faut un directeur-administrateur) et la nécessité d'une saison municipale dans le cadre des activités de cette maison — Saint-Étienne n'a pas de théâtre (6) ... Ainsi, chacun restait sur ses positions. L'enquête faite par *le Nouvel Observateur* (12 avril, 3 mai, 24 mai 1967) ne pouvait qu'enregistrer les déclarations des uns et des autres et conclure à la confusion et à l'impasse. □

Prochain article : QUELLES SOLUTIONS ?

(1) F.N.C.C.C. : Fédération nationale des centres culturels communaux, qui regroupe plus de deux cents villes et leurs centres culturels dans un éventail politique très large, puisqu'il va du P.C.F. à l'U.N.R.

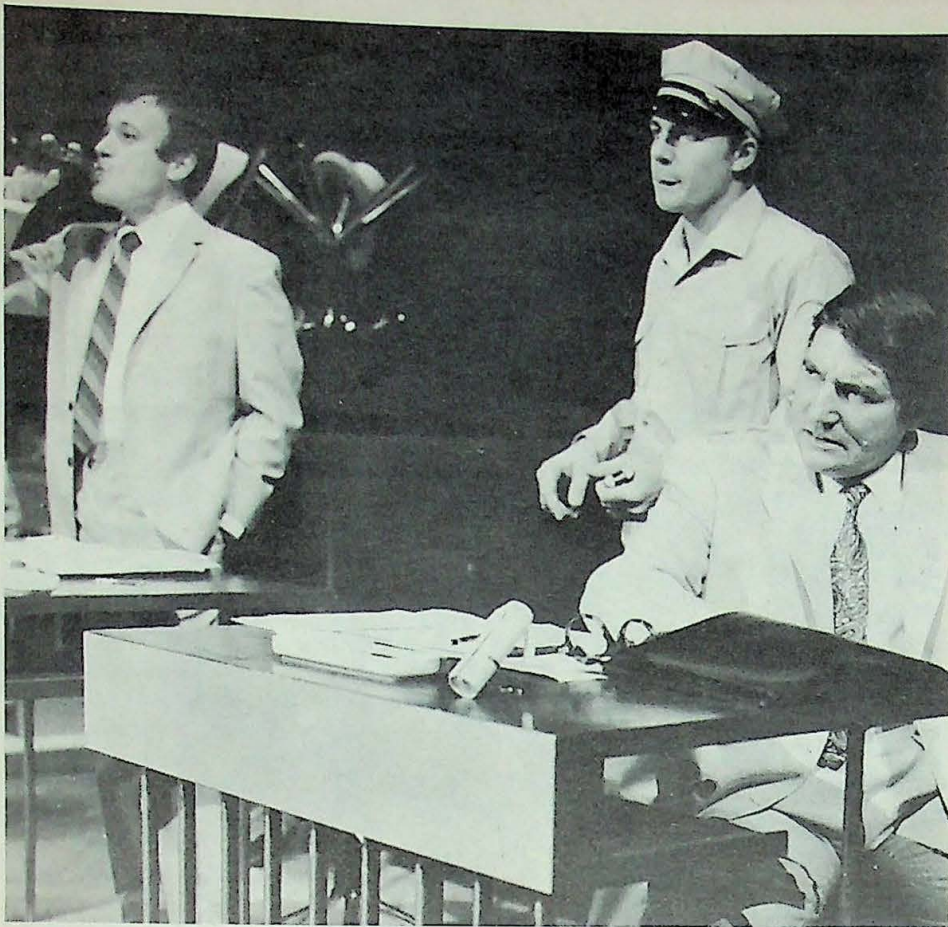
(2) Le problème a été posé dans un article que j'ai publié dans le journal du Centre d'études socialistes *Loire-Information* en mai 1966. Les mêmes soucis se manifestaient dans les articles des syndicalistes ouvriers (Piolet, C.G.T.-F.O., en juin 1966) et enseignants (Guyot, F.E.N., octobre et décembre 1966).

(3) Le problème fut posé par M. Eudes, président de l'association, dans une longue intervention qu'il fit à l'assemblée générale du Centre culturel en juin 1965 ; je l'ai repris dans *Loire-Information* en octobre et novembre 1966. Sur ces critiques, voir *Tribune socialiste*, 25 mai 1967.

(4) C'est à ce moment que M. Durafour fit à Nicole Zand des déclarations fracassantes et pour le moins discourtoises à l'égard de Dasté. (*Le Monde*, 20 mai 1966.)

(5) Voir : *Le Dauphiné* du 24 juin 1966 ; *Hebdo*, juin 1966 ; *Public*, bulletin de la Comédie de Saint-Étienne, novembre 1966.

(6) *Le Nouvel Observateur*, 3 mai 1967. Déclarations de M. Durafour à l'assemblée générale du Centre culturel stéphanois, 30 mai 1967.



François Dalou, Philippe Laurent, Gérard Darrieu.

Théâtre

Les névrosés du racisme

Claude Glayman

Les deux pièces que nous présente José Valverde ont pour thème commun la peur qui naît du racisme, ou bien du nazisme, ce dernier n'étant qu'une forme particulière du racisme. Cette filiation indiquée, il nous faut admettre que l'œuvre d'Adamov, l'une des plus réussies de son auteur, atteint à une toute autre puissance que celle de Michelsen, dramaturge allemand contemporain, où les qualités côtoient de nombreux défauts.

Nous sommes dans un pays imaginaire qui n'est autre que l'Afrique du Sud. Un Blanc a descendu un Noir. Quoi de plus banal! Le Blanc est dingue, il a la phobie des détritrus, mais ces détritrus sont aussi bien réels que symboliques, renvoyant alternativement aux sous-hommes que sont les Noirs dans l'enfer de l'apartheid qu'aux Blancs atteints par la peur raciale, le boomerang du racisme. La très grande force d'Adamov réside d'abord dans la confusion permanente qu'il entretient entre la pathologie clinique d'un mal observable partout et celle plus spécifique de la névrose raciale telle qu'elle se répand en Afrique du Sud (1).

Cette folie rejaillit à son tour sur le procès auquel il nous est donné d'assister et où non seulement Adamov caricature l'exercice de la justice — ce qui est la moindre des choses dans ce pays — mais encore parvient à nous entretenir du dérè-

glement total auquel conduit un système ségrégatif aussi monstrueux. Folie qui alimente la nervosité et la percussion verbale de l'œuvre en s'appuyant sur un thème réel, alors que chez Ionesco ou Beckett, « l'infra-tragédie » selon la terminologie de J.-M. Domenach demeure à nos yeux profondément gratuite.

La réalisation de Valverde mérite les plus vifs éloges. Non seulement Valverde a un maniement d'acteurs qui lui est profondément personnel, les individualisant au maximum alors que la mise en scène actuelle se laisse trop souvent aller à la « matriculation », mais encore crée-t-il une dynamique de la violence qui fait songer aux meilleurs films noirs américains; je songe en particulier au *Shock Corridor* de Samuel Fuller, ce chef-d'œuvre. Musique et projections (E. Kagan) contribuent à une efficacité dont je ne connais pas de précédent (remarquable performance de Gérard Darrieu).

Le *Kask* de Michelsen ne manque pas d'intérêt : un groupe d'anciens officiers allemands réunis dans une forêt font le bilan des bribes d'un passé qu'on devine. Un Godot qu'ils ont confondu avec un hôte sera leur invisible justicier après avoir été hier leur victime. Piège de la peur, jugement d'un porte-parole anonyme de la morale. Le parti pris de réalisme intense que souligne la belle traduction de J.-C. Hémary ne

dissimule cependant pas un certain traditionalisme et l'influence de tics propres au roman. L'œuvre nous laisse amplement sur notre faim. Mais la réalisation témoigne du très grand talent des acteurs et de la régie de Valverde.

La conception de Valverde me rappelle le jeu des acteurs dans le cinéma français d'avant-guerre où le cabotinage allait de pair avec une incontestable théâtralité aboutissant à l'individualisation des personnages à l'encontre du behaviourisme du cinéma américain. Comment, en observant Alexis Nitze, ne pas se souvenir de Pierre Blanchard ou de Le Vigan? La vision de Valverde débouche sur une sorte d'intimité, d'humanité, de densité intérieure des per-

sonnages qui la distinguent du lamination habituel (remarquable performance de Jacques David).

Valverde, vous avez toute notre gratitude et notre soutien! Rendez-vous à Saint-Denis! □

(1) Cette peur qui tenaille la société blanche d'Afrique du Sud est bien décrite par Ania Francos dans son reportage paru chez Julliard. On peut également saisir l'aspect culturel de cette névrose en prenant connaissance de témoignages d'intellectuels blancs et noirs parus dans un récent numéro du « Courrier de l'Unesco » (mars 1967) consacré à l'apartheid, cf. les textes de Dennis Brutus, de Ronald Segal, Lewis Nkosi, Alan Paton, etc.

● « La politique des restes » d'Arthur Adamov et « Kask » de Hans Günter Michelsen, au théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis. Tél. : 752-26-30 et 243-00-59.

Cinéma

Dieu noir et diable blond

Jean-Claude Marcet

Avec ce film réalisé en 1963, nous sommes loin de la nostalgie primitiviste d'*Orfeu negro* ou de la tentative d'opéra gesticulant d'*O Cangaceiro*. Fini, le Brésil de pacotille. Voici la forte démonstration des possibilités d'un cinéma neuf.

Refusant les facilités du folklore pour tirer le son juste d'une histoire recueillie dans le « romanceiro » populaire du Nord-Est brésilien, ce « polygone de la sécheresse », Glauber Rocha, l'auteur du *Dieu noir et diable blond*, dépasse le petit fait vrai pour élargir la vision au niveau de l'épopée. Avec un ton passionné et une technique sûre où la tentation de l'esthétisme reste minime.

Un vacher, contraint d'abandonner sa mesure, rejoint le Dieu noir, illuminé prêchant avec violence une croisade contre les riches, communiquant à ses fidèles la vision du « sertao », désert aride, changé en mer, l'espoir d'un monde autre que celui de la rocaïlle et de la misère. Après un dur chemin, il rencontrera le Diable blond, cangaceiro sanguinaire, paladin d'une morale sauvage basée sur des concepts rigides d'amour, de vérité et de justice et dont le massacre est d'épanouissement, avec toujours ce vieux rêve du sertao changé en mer.

Le film s'appuie sur une réalité sociale précise et pose avec rigueur le problème des pays en retard d'industrialisation : la faim. La faim provoquée par l'hostilité de la nature environnante et qui se perpétue par la férocité des propriétaires féodaux qui, aujourd'hui encore, font la loi au Brésil comme dans toute l'Amérique latine. « La véritable manifestation culturelle de la faim est la violence », dit Rocha. Cette violence se traduit par le mysticisme délirant qui fait la gloire des faux prophètes ou s'exprime de façon plus radicale dans l'action « cangaço », le mythe

du cangaceiro. Dieu devient Diable, le Diable Dieu. Dans les deux cas, le grand rêve de justice sociale des malheureux du Nord-Est reste avorté : « le dragon de cruauté », la conjonction des puissants jugule, en prenant les risques d'une révolution à long terme, ce désespoir qui explose de façon si anarchique. Dès lors, qui croire, du Diable ou de Dieu? □

TC Témoignage
Chrétien

CHAQUE JEUDI

claud bourdet
philippe bauchard
daniel mayer
claud gault
georges montaron

POUR UN SOCIALISME
MODERNE A LA
MESURE DE L'HOMME

OFFRE SPECIALE
15 numéros : 15 F

Indiquez vos :

NOM

ADRESSE

.....

et envoyez ce bon à :

T.C. 49, Fg-Polssonnrière, Paris (9^e)

en joignant 15 F

C.C.P. PARIS 5023-99

Réf. AR

Partis

La Convention a-t-elle une politique étrangère ?

Lucien Saintonge

La salle abondamment décorée de drapeaux tricolores et de tapis verts, la tribune d'honneur faisant face à celle de l'orateur, les lustres lourds et les glaces ornées, tout cela replaçait bien les 9^{es} assises de la Convention des Institutions républicaines dans le contexte de la Révolution ; l'esprit jacobin de 93 semblait présent dans la grande salle du palais d'Orsay. Sous la Révolution

Defferre que du bout des lèvres, mais avec « loyauté » ; d'autres, après l'échec de la grande fédération ne participeront pas aux activités de la C.I.R.

Leader de la « gauche unie » mais homme seul, François Mitterrand cherche alors à s'appuyer sur la Convention ; mais celle-ci n'est pas encore parvenue — tant s'en faut — à se donner une organisation structurée.



Elie Kagan

Claude Estier : Un rapport lucide.

déjà, des chefs ou sociétés de pensée s'étaient constitués. Puis face à l'anachronisme des partis traditionnels ou en réaction contre le pouvoir abusif d'un homme ou contre des formes institutionnelles antidémocratiques, la création de clubs revient ensuite périodiquement dans l'histoire française. Il est donc normal de voir réapparaître et proliférer de tels groupes après 1958.

Après l'accession de De Gaulle au pouvoir, chaque club, reposant sur une personnalité, vit ainsi pendant des années de façon autonome et parfois même souterraine. Puis des tentatives de regroupement sont menées que l'expérience Defferre et l'engagement dans la vie politique active viendront souder. L'échec de celui-ci ne traumatisera guère les anciens fers de lance des comités de base « horizon 80 ». Beaucoup d'entre eux seront ensuite les plus fidèles défenseurs de la thèse de l'alliance avec les communistes. Parmi eux, il est vrai, certains n'avaient soutenu

Quelle paix honorable ?

Mais avant d'aborder le problème des structures de la C.I.R. et de la F.G.D.S., les conventionnels devaient écouter samedi dernier de nombreux rapports sur la politique étrangère. Tout — ou presque tout — fut abordé : Europe, Moyen-Orient, Amérique latine, tiers monde, Vietnam... mais jamais un orateur ne sut, ne put ou ne voulut donner au phénomène qu'il étudiait localement sa véritable dimension globale et internationale : l'impérialisme américain. On entendit cependant un rapport sérieux, précis et dépassionné de Claude Estier sur le Moyen-Orient. Charles Hernu, par contre, sans doute fort influencé par son récent voyage aux Etats-Unis (se référant constamment à des déclarations américaines) se contenta de rechercher les conditions de réalisation d'une « paix honorable » pour les Américains au Vietnam, prenant par là même des positions irréalistes et en deçà de celles prises par de Gaulle sur le conflit qui fait rage en Asie du Sud-Est.

Le débat sur les structures « pondérées » de la Fédération fut volontairement escamoté par les dirigeants de la Convention. Ceux-ci estimèrent maladroit et intempestif de débattre d'un problème qui faisait par ailleurs l'objet d'âpres négociations, dans le même temps, avec les deux autres familles fédérées.

Le comité central et le groupe permanent devaient être chargés de contrôler a posteriori l'action des négociateurs conventionnels, ce qui ne manqua pas de soulever quelques protestations de couloirs.



Des lustres lourds et des glaces ornées.

Collombert

F.G.D.S. d'abord

Mais ce que tous attendaient, était le discours de François Mitterrand. Ce fut un discours-fleuve qui dura plus de deux heures et dont on retiendra deux choses.

D'abord l'ancien candidat à la présidence de la République ne fut pas tendre avec les communistes. Il n'est certes pas question, rappela-t-il, de modifier l'orientation prise il y a deux ans et qui est celle de l'union de la gauche sans exclusive. Ce qui ne préoccupe actuellement, devait-il affirmer, c'est la F.G.D.S. et en son sein la Convention. Il critiqua notamment le jeu du gouvernement consistant à représenter, devant l'opinion publique, la lutte entre l'opposition et le pouvoir par la lutte entre le P.C.F. et le gaullisme, court-circuitant ainsi sa propre formation. « Le P.C. n'a pas vocation à représenter toute la gauche » affirma-t-il, mettant ensuite l'accent sur le caractère concurrentiel des deux formations. Il y avait dans ce passage du discours de Mitterrand une progression constante vers l'affirmation autonome de la F.G.D.S. qui devait se terminer par cette phrase ambiguë : « La F.G.D.S. doit être le grand mouvement politique français capable de gouverner. »

Pas n'importe quelle Europe.

Puis, le député de la Nièvre voulut arriver au fond du débat avec

les communistes, consacrant notamment un long développement au problème de l'Europe. Européen convaincu et rappelant qu'il avait voté en 1949 pour le pacte atlantique, F. Mitterrand critiqua l'Europe gaulliste et essaya de tracer les grandes orientations d'une Europe socialiste et indépendante. Il devait pour ce faire, reprendre quelques-unes des propositions qu'avait fait Pierre Mendès France quelques jours auparavant. Cela le conduisit à condamner aussi bien les nationalistes gaullistes que ceux qui, dans ses propres rangs avaient défendu des positions « maximalistes » en matière européenne.

François Mitterrand devait faire enfin quelques remarques approuvant ou regrettant certaines des propositions avancées par les rapporteurs de la veille — mais après tout c'est cela la démocratie à la Convention — affirma-t-il.

Quand il eut terminé, les conventionnels se levèrent et applaudirent longuement le président de la F.G.D.S. qui gagna lentement la tribune d'honneur.

Ainsi, peu structurée et reposant sur quelques individualités parfois brillantes, il semble bien que la Convention — et cela au niveau des organismes dirigeants — cherche encore à se définir politiquement au moment où elle est engagée dans de difficiles négociations avec ses partenaires S.F.I.O. et radicaux. □